

**Attention, Danger !**

# En Aveyron, tout au long de l'A75 circule l'eau que nous buvons !

**Plus de 15 ans après la mise en service de l'autoroute, les ingénieurs de la Direction Interdépartementale des Routes reconnaissent que les bacs de rétention de l'autoroute sont inopérants. C'est ce que la *Fédération pour la vie et la sauvegarde des Grands Causses* dénonce depuis toujours !**

- **Les bacs sont au moins 10 fois trop petits, ils ne respectent pas les normes actuelles.**
- **Ce sont des passoires mal conçues, souvent inaccessibles donc pas entretenues et déjà dans un état pitoyable.**
- **La pollution chronique n'est pas traitée.**
- **Les remettre en état, (ce qui vient de démarrer avec le bac 44), selon leur format actuel, ne résoudra pas grand-chose et durera plus de 7 ans.**
- **Les services de l'État n'ont pas les moyens de les refaire, il faudrait une décision politique. Cela coûte horriblement cher.**

Nous en avons entendu de belles, durant la réunion d'information programmée par la DIR-MC (Direction interdépartementale des routes – Massif-Central) et par la DDT (Direction départementale des territoires) jeudi dernier à La Cavalerie.



**présentation par la DIR des travaux d'entretien réalisés sur le bassin 44**

Messieurs Grima et Rech représentaient dans l'ordre chacun de ces organismes . Cette réunion faisant suite à d'autres tenues précédemment et à la rencontre que nous avons eue, il y a deux ans, avec un directeur de cabinet de la ministre de l'environnement (Ségolène Royal), à Nant.

Point très positif : nous avons ressenti de la part de la DIR une volonté de transparence réelle et un souci de dire la vérité, ce qui dans le passé n'a pas toujours été le cas.

Entre Béziers et Saint-Flour, 67 bassins sont censés assurer la protection des risques d'accident. Ils sont pour la plupart mal conçus, mal réalisés et ne respectent aucunement les normes actuelles. Ils sont au bout de 15 ans, incapables d'assurer leur fonction. Les travaux d'entretien nécessaires - mais non suffisants à assurer un minimum d'efficacité - dureraient plus de 7 ans et coûteraient plus de 7 millions d'euros. Tout cela pour une protection pas toujours efficace du risque d'accident, et sans vrai traitement des pollutions dites chroniques (métaux lourds, déchets divers, etc.. .) dus au roulage de plus en plus important.

Spéléologues et Ingénieurs indépendants tirent la sonnette d'alarme. Si nous ne voyons rien à l'extérieur, les cavités souterraines commencent à être gravement



**Intervention de Mathieu Thelen, Habitant du Larzac, et par ailleurs Chef de projet gestion du risque inondation dans un groupe d'ingénierie**



**Accident de Décembre 2015  
sur le Larzac ( commune de Millau).**

impactées et pour longtemps. Les réseaux souterrains concernés alimentent une grande partie du Sud-Aveyron dont les deux principales villes Millau (alimentée par l'Esperelle et le cours souterrain de la Dourbie) et Saint-Affrique (La Sorgue).

En cas d'accident d'un camion de produits chimiques, pendant combien de mois ou d'années seront nous condamnés à boire de l'eau en bouteille ? La pollution chronique conduira-t-elle nos enfants à en boire en permanence ? Et quels impacts économiques (au pays du Roquefort) ? Et comme le faisait remarquer un participant agriculteur « que vont boire mes brebis ? » Quelles solutions permettront de réduire au minimum ce risque majeur ?

Une réflexion globale doit être entreprise, État, élus, techniciens, associations, habitants, doivent remettre en route une réflexion qui a été bâclée, voire refusée lors de la création de l'A75.

Les principales municipalités, Millau et Saint-Affrique, n'étaient pas présentes à cette réunion ! Le Parc Régional des Grands Causses non plus. Etonnant alors qu'il s'agit d'un problème d'environnement majeur.

Si l'on remonte quelques années en arrière, quand a été dévoilé le tracé de la fameuse autoroute, nous avons, la Fédération, dénoncé ce trajet et avons suivi le mouvement qui s'était constitué contre. Nous tenions le raisonnement qu'il était aberrant et dangereux de faire passer une autoroute sur toute la lon-

**Aujourd'hui, avec le changement climatique, la ressource en eau va devenir un des problèmes majeurs de ce siècle. Tout le monde en a conscience. Encore faut-il se donner les moyens de la protéger, et pour cela l'intérêt général exige que nous agissions tous, pour préserver le futur. L'État doit prendre en charge les erreurs commises et assurer la sécurisation du tracé. Comme le disait à cette réunion, le président du SIAEP (Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du Larzac, Christophe Laborie : « en cas de problème nous n'avons actuellement pas de solution alternative. Nous sommes des petits maires, personne ne nous écoute »...**  
**Et bien il va falloir se remuer, et crier très fort!**

gueur du Larzac, compte tenu des risques sérieux et graves de pollutions des eaux souterraines. On nous a sentencieusement répondu que les ingénieurs et autres spécialistes chargés du projet étaient bien plus compétents que nous pour savoir s'il y avait risque ou non ! Alors que nous avions à la Fédé des spéléologues qui s'étaient alarmés, mais qui eux n'étaient pas des professionnels du BTP... De plus les autorités de l'époque nous ont assuré que toutes les précautions étaient prises : des bacs de rétention seraient échelonnés sur tout le tracé, pour contenir les eaux polluées. Et même, nous a-t-on dit, si de manière hautement improbable, si un camion d'essence venait à se renverser par hasard ...

Une étude faite par un cabinet privé avait proposé un autre tracé qui évitait les zones karstiques. Deux



élus, Robert Roussel et Louis Valès, dans une réunion publique, s'étaient fait conspuer et insulter parce qu'ils avaient eu l'outrecuidance de proposer ce possible tracé. Mais nous étions tous évidemment bien trop naïfs, car ce nouveau tracé n'aurait pas permis la construction du plus haut viaduc du monde. Record si tentant pour les ingénieurs des mines qui occupaient tous les hauts postes du ministère de l'équipement... Mais les quelques 40 000 personnes directement concernées par la qualité de l'eau potable pèsent bien peu au regard des intérêts financiers et de l'égo des techniciens.